

LA VÉRITÉ

DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE



HALTE A LA GUERRE D'INDOCHINE

Pour sortir de l'impasse, en finir avec le gouvernement LANIÉL PACTE D'UNITÉ P.C.F.-P.S. POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS

La menace d'extension de la guerre d'Indochine, et donc la menace de guerre mondiale pèse toujours. Le gouvernement Laniel dont le ministre des Affaires étrangères continue sa politique béatiste, le gouvernement anti-ouvrier qui refuse en même temps les revendications des travailleurs, chancelant à chaque débat, ne s'est maintenu, jusqu'à présent, que parce que personne, aucune organisation n'a proposé une autre formule gouvernementale pour le remplacer.

De la part des organisations bourgeoises cela est normal; ne voulant pas changer de politique, il leur est difficile de changer d'équipe. Mais il en va autrement des organisations ouvrières.

Que se passe-t-il donc dans ce pays ou cinq millions d'électeurs votent pour le parti communiste français, trois millions pour le parti socialiste S.F.I.O., où la volonté de lutte des travailleurs ne cesse de se renforcer depuis août 1953 où les deux grands partis de la classe ouvrière expriment chacun de leur côté leur opposition à la continuation de cette guerre infâme?

Au moment où le débat reprend au parlement sur l'Indochine, les militants de la classe ouvrière sont en droit de se poser bien des questions.

Le parti socialiste vient de tenir son Congrès extraordinaire: c'était sur la C.E.D. et c'est seulement en passant que fut votée une résolution contre la guerre d'Indochine qui d'ailleurs ne contient aucun appel concret pour quelque action que ce soit de la part des travailleurs. Et pourtant les travailleurs socialistes sont contre la guerre d'Indochine, ils le manifestent depuis des mois et des mois dans les entreprises et les localités où, malgré l'opposition de leur direction à l'action unie avec le parti communiste, ils agissent en commun avec les militants de ce parti contre la sale guerre.

L'attitude d'opposition purement parlementaire de la direction du P.S. à la guerre d'Indochine n'est pas un fait nouveau. Par contre, il est un fait qui préoccupe aujourd'hui au plus haut point le militant communiste, c'est celui de la politique de son parti vis-à-vis de cette guerre.

Il se souvient d'une époque, pas très lointaine où celui-ci mobilisait dur les militants pour agir pour la cessation des hostilités. Il y a eut les épisodes Henri Martin, Raymonde Dien, les grèves des dockers, les murs et les routes couverts d'inscriptions, les 1^{er} Mai mobilisés sur cette question.

Or, au moment où l'impérialisme français accablé, manifeste l'intention de précipiter à sa suite tout le monde dans le gouffre, le parti communiste explique depuis des mois que la question cruciale, là où il faut concentrer tous les efforts, c'est la lutte contre la ratification de la C.E.D.

LA QUESTION CRUCIALE AUJOURD'HUI C'EST L'ARRÊT DE LA GUERRE D'INDOCHINE

Pendant ce temps là des milliers de combattants révolutionnaires du Vietnam tombent, et l'Humanité « informe » ses lecteurs par la plume de Pierre Courtade sur le déroulement de la Conférence de Genève, publie les discours de Molotov et de Pham-Van-Dong, sans montrer au prolétariat français le rôle qu'il peut et doit jouer dans cette affaire, comme s'il était uniquement un spectateur.

Le militant connaît l'histoire de son parti. Il sait quelle a été son attitude pendant la guerre du R.I.F. en 1927, à une époque où il était le seul à défendre le peuple marocain, où il était une petite organisation sans commune mesure avec ce qu'il est aujourd'hui.

Aujourd'hui, il s'agit d'un parti qui regroupe la majorité de la classe ouvrière organisée, qui influence la presque totalité de la classe ouvrière, dans un moment où toute la population de ce pays, presque tous les courants politiques sont exaspérés par la situation entretenue par le clan des fauteurs de guerre. N'est-ce pas un scandale de voir un tel gouvernement honni par tous, divisés dans ses rangs dont la chute semble probable à chaque vote du parlement, tenir en défiant toutes les lois de l'équité et brandir la « trompette guerrière », envisager des « mesures draconiennes » et avancer l'appel du contingent?

C'est stupéfié même les observateurs bourgeois parmi lesquels certains pensent que le gouvernement ne tiendrait pas devant un mouvement organisé par la gauche.

Le P.C.F. et le P.S. sont contre la poursuite de la guerre, et pourtant rien n'est fait pour une action con-

certée des deux partis propre à mobiliser les masses, à sortir de l'impasse où a conduit la politique du gouvernement capitaliste.

Le militant du P.C.F. sent profondément qu'il y a là une carence de la direction de son parti. Il sait que le front unique avec les travailleurs socialistes est nécessaire. Son expérience l'en a convaincu, ses dirigeants le lui répètent chaque jour: Mais que font-ils actuellement pour faciliter son action vis-à-vis des militants du P.S., désireux aussi d'arrêter la sale guerre? Que font-ils pour aider ces derniers à lutter dans leur propre parti contre l'hostilité de leur direction à toute action de front unique?

FRONT UNIQUE « A TOUT PRIX »

Maurice Thorez, dans son discours de clôture du 13^e Congrès du P.C.F., déclare: « Lutter contre la politique néfaste du parti socialiste c'est... trouver les paroles de vérité qui s'adressent à la raison et au cœur de l'ouvrier socialiste ». Il n'y a pas de meilleure façon pas d'autre façon de s'adresser vraiment à la raison et au cœur de l'ouvrier socialiste, que de s'adresser au parti auquel il appartient pour lui proposer d'organiser l'action commune contre la politique de la bourgeoisie et de son gouver-

nement, en premier lieu contre la guerre d'Indochine. Si le rappel que fait Thorez « il y a vingt ans, dans cette même ville d'Ivry, où se tient notre Congrès, la Conférence nationale du parti prenait la résolution de réaliser « à tout prix » le front unique avec le parti socialiste », si ce rappel signifie que maintenant la direction du P.C.F. est à nouveau décidée à réaliser « à tout prix » ce front unique, comme l'exige l'intérêt des travailleurs de ce pays et du monde que menacent les impérialistes bellicistes, alors c'est une campagne ininterrompue de front unique (comparable aux vingt-sept propositions qui ont précédé le pacte d'unité d'action de 1934) que le P.C.F. doit entamer envers le P.S.

En août 1953, quand la classe ouvrière était mobilisée contre le gouvernement des décrets-lois, des propositions d'action commune ont été faites par le groupe parlementaire du P.C.F. au groupe parlementaire socialiste? Pourquoi n'assiste-t-on même pas à cela aujourd'hui sur cette brûlante question d'Indochine?

Il n'y a pas de solution dans le cadre du pouvoir bourgeois. Battre le gouvernement sur l'Indochine c'est le

renverser. En constituer un autre n'a de sens que s'il est un gouvernement anticapitaliste seul capable de rompre définitivement avec la politique actuelle et de solutionner toutes les préoccupations de la classe ouvrière.

A qui n'est pas aveugle, il est sur que le sort de la C.E.D. se joue sur cette question d'Indochine et non pas le contraire. Il faut éradiquer la politique de guerre là où elle attaque: actuellement c'est en écrasant la politique de poursuite de la guerre d'Indochine en renversant le gouvernement de la poursuite et de l'intensification de la guerre d'Indochine, avec l'accord et l'appui de toute la classe ouvrière, qu'on dresse un obstacle insurmontable à toute ratification ultérieure de leur C.E.D.

Il faut partir de ce qui unit: Il est urgent et possible immédiatement de réaliser le front unique du parti communiste et du parti socialiste:

- Pour l'arrêt immédiat des hostilités;
- contre l'appel anticipé du contingent;
- contre l'envoi du contingent.

Le P.C.F. doit adresser une proposition de direction à la direction au P.S. à défendre non seulement par les groupes parlementaires, mais par une mobilisation de masse de la classe ouvrière.

Cela peut et doit être le début d'un véritable front unique ouvrier pour renverser ce gouvernement anti-ouvrier indissolublement lié à la continuation de la guerre.

Vive le front unique des partis communistes et socialistes pour un gouvernement anticapitaliste.

8-6 1954.

P. VINCENT.

Nouvelle guerre coloniale ?

NE sachant comment se sortir de la guerre d'Indochine, (sauf de la transformer en une guerre mondiale) l'impérialisme français est sur le point de s'engager dans une nouvelle guerre coloniale en Tunisie.

Le peuple tunisien — comme d'ailleurs les autres peuples de l'Afrique du Nord — veut son indépendance. Mais cela ne convient pas aux colons français et aux impérialistes, pour qui l'Afrique du Nord est une position stratégique de premier ordre en vue de la guerre contre l'U.R.S.S. Pendant des années, le peuple tunisien a été tantôt lanterné avec des promesses, soit terrorisé par des mesures de répression. Mais sa volonté d'émancipation n'a fait que croître. Les succès du peuple vietnamien l'ont encouragé.

Les colons ont cru enrayer le mouvement en frappant à la tête. Bourguiba a été fait prisonnier par le gouvernement français. Ferret Hached, le chef syndical, a été assassiné. Des Tunisiens ont été exécutés. Et maintenant, tous les responsables de ces crimes poussent des cris d'indignation parce que de Tunisiens ont commencé à créer les premiers éléments d'une armée de libération menant une guerre de partisans. Le gouvernement français envoie des renforts en Tunisie, y arme les colons. Il espère réussir en Tunisie ce qu'il n'a pas pu obtenir en Indochine. Les travailleurs de France ne s'indignent certes pas des attentats des fellaghas de Tunisie. Ils savent que les Puaux et Colonna sont leurs ennemis.

Ils exigeront la libération de Bourguiba. Ils appuieront l'action du peuple tunisien pour obtenir son indépendance. Ils s'opposeront à ce que commence une nouvelle guerre coloniale.

Ils exigeront de leurs organisations de masse, le P.C., le P.S., la C.G.T., F.O. de réaliser le front unique pour imposer: bas les pattes devant le peuple tunisien!

GENÈVE : COMPROMIS OU GUERRE ?

A la septième semaine depuis l'ouverture de la Conférence de Genève — que les journalistes qualifient de « la dernière chance » — on est toujours loin de « la Paix », et même d'un « armistice ». Certains rappellent à ce propos que les négociations de Pan-Mun-Jom, en Corée, ne furent pas moins laborieuses, et cependant, à la fin, l'« armistice » fut conclu.

L'armistice mais pas la « paix » ni la réunification de la Corée. Le parallèle entre cette dernière et le Vietnam est instructif.

En Corée, on a abouti à une solution de compromis imposé par la stabilisation d'une ligne de front et facilité par la géographie. Au Vietnam, une telle ligne n'existe pas, et la situation militaire reste fluide au plus haut point. En Corée, le compromis survenant après une longue lutte acharnée dans laquelle l'impérialisme coalisé s'est efforcé sans succès d'occuper tout le pays, d'atteindre la frontière mandchoue et de frapper la Chine même, signifie en réalité une défaite partielle de l'impérialisme.

Au Vietnam, les forces de ce dernier sont actuellement en déroute, tandis que l'élan de la révolution vietnamienne éperonné par la victoire de Dien-Bien Phu, est plus impétueux que jamais.

Dans ces conditions, toute solution de compromis, si compromis il y a, ne pourrait être réalisée là aussi qu'au détriment des positions fondamentales de l'impérialisme.

Il est exclu que le Kremlin, avec l'aide ou non de Pékin, puisse « vendre » la Révolution vietnamienne et le Viet-Minh à la manière par exemple de la Grèce et de Markos, lors de la deuxième guerre civile de 1947-49.

Le rapport de forces entre la révolution coloniale, l'impérialisme et la bureaucratie soviétique est actuellement tel que le Kremlin ne peut et ne saurait même pas désirer un tel marché.

Par peur de voir l'impérialisme yankee se lancer dans la guerre contre la Chine, prélude de la troisième guerre mondiale, le Kremlin est sans doute disposé à faire certaines concessions, à limiter l'ampleur de la victoire du Viet-Minh. Il veut d'autre part ménager plus particulièrement l'impérialisme français aux abois, afin que ce dernier maintienne son opposition à la C.E.D.

Mais le Kremlin ne veut pas, d'autre part, abandonner les posi-

Jean-Paul MARTIN.
(SUITE PAGE 3.)

Conférence ouvrière internationale

DEPUIS des semaines, ouvertement et dans l'ombre, le chef de la diplomatie américaine, F. Dulles, s'efforce d'organiser « l'action concertée » des puissances capitalistes contre les masses coloniales luttant pour leur émancipation et contre la Chine, l'U.R.S.S. et les démocraties populaires.

Contre elle, il faut dresser « l'action concertée » des travailleurs de tous les pays contre les fauteurs de guerre.

Les travailleurs suivent des partis différents: P.C. et P.S., en France, Labour Party, en Grande-Bretagne, parti social-démocrate, en Allemagne, P.C. et P.S., en Italie etc. L'action concertée des travailleurs n'est possible que par l'action concertée de leurs organisations, c'est-à-dire le front unique de ces organisations à l'échelle internationale.

Dans notre dernier numéro, nous avons publié un appel du secrétariat de la IV^e Internationale, proposant la tenue d'une conférence des grandes organisations de masse communistes et socialistes,

Nul doute que les militants révolutionnaires et en particulier les militants du P.C.F. ne soient sensibles à cette nécessité de fusionner consciemment la lutte du prolétariat international, contre la guerre, en réalisant le front unique international de ses organisations.

Dès avant la première guerre mondiale ce fut une idée essentielle du socialisme international.

Maintenant que dans le monde six cent millions d'hommes ont jeté à bas le joug capitaliste.

Maintenant que la lutte des peuples coloniaux s'intensifie chaque jour et que Dien-Bien-Phu a marqué une nouvelle étape de cette lutte.

Maintenant, qu'en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en France, le courant de lutte des travailleurs contre la guerre s'exprime avec force jusque dans les positions prises par leurs organisations: CETTE IDÉE DOIT SE REALISER.

La IV^e Internationale l'Internationale de la révolution qui avance dans le monde, luttera de toutes ses forces pour aider les travailleurs du monde à la faire triompher.

La discussion dans le P.C.F.

A U moment où nous composons le journal, le Congrès du P.C.F. vient de se terminer. Les textes définitifs issus de ce Congrès n'ont pas encore été publiés et nous reviendrons plus à fond dans notre prochain numéro sur la signification de l'ensemble de ce Congrès.

Cependant notons dès maintenant qu'au Congrès même, ni dans les rapports des dirigeants, ni dans les interventions (qui, en grande majorité, ont été faites par des permanents du Parti) ne se sont trouvées exprimées les préoccupations, les recherches des militants de base, telles qu'elles ont été exprimées dans la tribune de discussion de « l'Humanité », ou plus exactement, Duclos, Souquière, Aragon n'y ont fait allusion que pour les combattre.

C'est pourtant le fait le plus important de tout le Congrès, que cette tribune de discussion.

Ce n'est pas la première fois que la direction ouvre une telle tribune. Elle a chaque fois procédé ainsi dans des buts déterminés, et il est certain qu'elle avait cette fois-ci aussi ses raisons d'opérer de cette manière. Elle sait mieux que quiconque le malaise qui sévit dans le P.C.F. et elle a soulevé la soupape de sûreté. Mais l'essentiel, est que la « tribune de discussion » a révélé au grand jour, et de façon remarquable, que, pour la première fois, il existe dans le P.C.F. des courants réfléchissant avec un esprit critique sur les questions fondamentales, la situation, la politique de leur parti, son régime.

par Pierre FRANK

Ces courants ne sont pas en opposition déclarée, consciente, avec des objectifs précis. Qui voudrait juger de ce point de vue manifesterait un sectarisme incurable envers l'organisation politique qui est à la tête des couches les plus nombreuses et les plus décisives de France. On ne peut apprécier cette « tribune de discussion » que par comparaison avec celles d'autrefois, où le sujet dominant était l'organisation, alors qu'aujourd'hui des problèmes politiques importants sont soulevés.

Quels sont les problèmes auxquels se heurtent les militants communistes dans l'application de la politique de leur parti?

Outre les problèmes de la lutte revendicative que nous étudions par ailleurs, c'est tout d'abord la question de la guerre, qui à nouveau domine les préoccupations de toute l'humanité. La direction de leur parti, reprenant les déclarations de Staline à la veille du 19^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., met l'accent sur les possibilités de guerre entre pays capitalistes (comme la France ou l'Angleterre voulant échapper à la domination des Etats-Unis), tandis que sous la pression des masses pourrait exister une « coexistence pacifique » entre les deux mondes, capitaliste et socialiste. Or, la guerre qui se prépare effectivement, c'est non pas une guerre entre les Etats-Unis et d'autres pays capitalistes, mais la guerre du capitalisme coalisé, contre l'U.R.S.S., la Chine, les démocraties populaires, les mouvements révolutionnaires. Les militants communistes ne se trouvent donc pas à leur aise sur ce point?

Ils éprouvent aussi les pires difficultés dans la tentative que leur impose la direction de concilier la lutte des classes et le désir de s'entendre avec tous les « bons Français », indépendamment de leurs sentiments de classe. La discussion montre que, tout en comprenant la nécessité de lutter contre la C.E.D., nombreux sont les militants communistes qui ont quelque répugnance à se placer sur le terrain de « l'indépendance nationale ». Ils comprennent que des intérêts communs de classe permettent une lutte commune avec l'ouvrier socialiste pour les salaires, indépendamment des divergences sur la C.E.D. Tandis qu'il leur est impossible de trouver un terrain commun de lutte avec la position hostile à la C.E.D., mais hostile également à une augmentation des salaires. C'est sur le plan de classe qu'ils veulent lutter contre la C.E.D. L'opinion la plus claire, exprimée à ce sujet, a été celle de V. Leduc qui réclame « une formulation claire du contenu de classe » de la politique de son parti.

Là où la discussion a été le plus loin est la conséquence directe des affaires Marty, Tillon, Lecœur. L'accumulation de ces crises du Bureau Politique a eu pour conséquence une baisse de crédit de toute la direction. On a pris l'habitude d'accepter tout ce qui vient de la direction, ont écrit plusieurs membres du P.C.F. A vouloir même faire preuve de trop de malice en ramenant l'affaire Lecœur à une circulaire vieille de deux ans et à la manifestation Ridgway, la direction s'est vue répondre: mais que faisiez-vous pendant ce temps-là?

Toutes ces remarques exprimées assez fortement, compte tenu de ce qui se disait dans le passé, témoignent

(SUITE PAGE 2.)

